

Commission : Programme des Nations Unies pour le Développement

Question : Objectifs du développement durable : quel nouvel élan mondial pour 2045 ?

Auteur : Allemagne

L'Allemagne rappelle qu'elle s'est toujours engagée à atteindre les Objectifs de Développement Durable à la fois au niveau national et international, en intégrant des principes de durabilité dans toutes ses politiques.

En témoignent les nombreuses lois approuvées sur le sujet tel la loi sur les énergies renouvelables (Erneuerbare-Energien-Gesetz) adoptée en 2000, révisée en 2022 et visant à favoriser le développement des énergies renouvelables en garantissant des tarifs de rachat pour l'électricité produite à partir de sources renouvelables. Cette loi a pour objectif d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique et de promouvoir des technologies innovantes.

En ce qui concerne la biodiversité et sa protection, la délégation allemande a toujours porté un regard attentif et a mis en place de nombreuses solutions, telle la stratégie nationale pour la biodiversité (Nationale Strategie zur biologischen Vielfalt), adoptée en 2007 et révisée en 2019. Cette stratégie vise à protéger et préserver la biodiversité en Allemagne. Elle met en avant des mesures pour la conservation des habitats, la protection des espèces menacées et la sensibilisation du public.

La délégation allemande souligne également qu'elle a signé et soutenu le Pacte vert pour l'Europe (Green Deal), lancé par la Commission européenne en décembre 2019. Ce pacte vise à faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre d'ici 2050. L'Allemagne assume sa politique d'abandon du nucléaire, les risques de la technologie dépassant les avantages.

Elle rappelle que l'industrie nucléaire produit des déchets dont elle ne sait pas quoi faire et qu'elle rejette des substances hautement radioactives dans les eaux, l'air et les sols.

La délégation Allemande souhaite également rappeler ses nombreuses avancées dans la lutte contre la pauvreté, dans les domaines de l'éducation et l'égalité des sexes, la santé et le bien-être et enfin dans l'accès à l'eau, avancées au sein de son pays mais aussi à l'international. En témoigne l'Initiative pour le développement durable et la réduction de la pauvreté de 2001 qui englobe divers projets de coopération internationale, visant à améliorer les conditions de vie, l'accès à l'éducation, et à promouvoir des pratiques durables dans les pays en développement ; ou encore le Programme d'éducation internationale adopté en 2005. La loi sur l'égalité des sexes (Gesetz zur Gleichstellung von Frauen und Männern) de 2001 est un point central de la lutte contre les inégalités en Allemagne. Cette loi vise à garantir l'égalité des droits et des opportunités entre les sexes dans tous les domaines, y compris l'éducation. Elle impose des obligations aux institutions publiques pour promouvoir l'égalité des sexes et réduire les discriminations dans l'accès à l'éducation et à l'emploi.

La loi sur l'eau (Wasserhaushaltsgesetz) adoptée en 2009 (révisée en 2017) est un exemple sur l'importance que l'Allemagne porte à la gestion de l'eau. Cette loi régule l'utilisation durable de l'eau en Allemagne. Elle vise à protéger les ressources en eau, à garantir l'accès à l'eau potable et à promouvoir la gestion des ressources en eau. Il est important de souligner que l'Allemagne participe également à des coopérations sur la gestion de l'eau.

Garantir une vie saine et promouvoir le bien-être pour tous reste enfin un axe majeur du pays. A ce titre, l'Allemagne protège son principe de solidarité en matière de santé, en fournissant des services de santé préventifs, médicaux et de réhabilitation, ainsi que des programmes de santé mentale. Elle rappelle que son système de sécurité sociale assure un accès universel aux soins de santé pour tous les citoyens allemands (loi sur la santé - Gesetzliche Krankenversicherung – 1883). Elle poursuit sa stratégie

nationale de prévention en termes de promotion de modes de vie sains, de prévention des maladies et l'amélioration de la qualité de vie.

La délégation Allemande tient à souligner qu'elle est une des principales nations exportatrices en Europe et reste étroitement imbriquée dans l'économie mondiale. De ce fait le gouvernement fédéral souhaite maintenir ses intérêts économiques. Malgré des relations complexes avec Moscou, sa décision d'importer de nouveau du gaz russe est devenue une mesure incontournable pour maintenir son équilibre budgétaire. Pour autant, l'Allemagne souligne avoir accueilli plus d'un million de réfugiés ukrainiens depuis 2022.

Dans cette même logique budgétaire, l'Allemagne porte un regard très attentif sur le financement des ODD afin que celui-ci soit le plus efficace possible face à un monde en perpétuel changement dans lequel les mécanismes de financement se retrouvent parfois obsolètes. Dans le passé, elle a mise en place de nombreux mécanisme de financement novateurs comme le Partenariats public-privé (PPP) pour le développement durable. Le gouvernement allemand a promu les PPP dans divers secteurs, tels que l'eau, l'énergie et l'infrastructure, afin de co-financer des projets alignés sur les ODD. Ces partenariats facilitent l'engagement du secteur privé dans le financement d'initiatives de développement durable et garantissent des conseils aux entreprises et aux investisseurs sur comment intégrer des considérations de durabilité dans leurs décisions d'investissement.

L'Allemagne est engagée dans une réflexion continue sur les ODD, elle a toujours cherché à les adapter et à les renforcer pour garantir qu'ils restent des outils efficaces pour promouvoir un développement durable inclusif et résilient. La délégation allemande a toujours préconisé un développement économiquement performant, socialement équilibré et écologiquement responsable pour assurer la viabilité de ces ODD. L'Allemagne soutient l'idée que les ODD doivent être contextualisés et adaptés aux réalités spécifiques de chaque pays ou région, comme le préconise, la stratégie nationale de développement durable (Nationale Nachhaltigkeitsstrateg). Enfin la coopération internationale pour atteindre les ODD, notamment dans le cadre des partenariats entre les pays développés et en développement est essentielle, l'Allemagne a toujours œuvré pour cette coopération internationale.

Pour poursuivre, la régulation et l'utilisation de l'IA est, pour la délégation allemande une question centrale, d'autant plus que les récentes études s'inclinent à dire qu'une intelligence artificielle dotée d'une conscience semblable à celle humaine devrait être développée d'ici 2040. Aussi, L'IA et les robots sont de grandes opportunités pour les pays, en réponse par exemple, aux nombreux déficits de mains d'œuvre, sous couvert d'une réglementation et de contrôles adaptés. Dans cette lignée, la délégation allemande a soutenu le règlement européen sur l'IA, règlement proposant une classification des systèmes d'IA selon leur risque, avec des obligations plus strictes pour les applications à haut risque. L'Allemagne met un accent fort sur les questions éthiques liées à l'IA en encourageant les entreprises et les développeurs à intégrer des principes éthiques dans leurs travaux. Enfin, la nation participe à des discussions internationales sur la réglementation de l'IA, cherchant à établir des normes mondiales et à collaborer avec d'autres pays.

L'Allemagne reste convaincu de la nécessité d'accroître le développement dans les domaines économiques, social, environnemental et technique. Il s'agit d'un enjeu majeur voir de la priorité pour tendre à une société meilleure. Toutefois ce développement doit se faire de manières claire et contrôler, il doit également être repensé, pour tous les domaines, afin que celui-ci soit le plus efficace et réalisable.